



QUELLE CITOYENNETÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES FEMMES ?

Roland PFEFFERKORN¹

Professeur émérite de sociologie à l'université de Strasbourg, membre du laboratoire *Dynamiques européennes*

Il s'agit principalement, avec la citoyenneté économique et sociale, de prendre en compte et de garantir aux femmes comme aux hommes, le plein exercice des droits économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au travail, le droit à la santé, les droits reproductifs, le droit à l'éducation et le droit à un niveau de vie suffisant. Citoyenneté économique et citoyenneté sociale ne peuvent cependant pas être conceptualisées séparément, mais doivent être traitées ensemble.

Il y a à cela deux raisons essentielles :

D'une part la relation entre emploi et droits sociaux est centrale dans tous les pays de l'Union européenne. Non seulement le contrat de travail régit la relation d'emploi, mais il assure le salarié contre les risques de perte d'emploi, de maladie, d'accidents du travail, de maternité et de vieillesse. Il le protège, ainsi que les personnes dites « à charge » : ses « ayants droit », notamment les conjointes inactives ainsi que les enfants.

D'autre part la famille à deux actifs est progressivement devenue la norme ces dernières décennies, même si certains modèles de protection sociale restent marqués par une conception familialiste de la citoyenneté sociale pour les femmes. Les transformations des pratiques sont allées plus vite que les transformations des principes. Alors qu'un nombre sans cesse croissant, et désormais très largement majoritaire, de femmes acquièrent des droits sociaux directement par leur activité professionnelle, le principe des droits dérivés continue de fonder le principe de l'accès aux droits sociaux pour les personnes « dites à charge ».

Je me limiterai dans cette contribution à quatre points :

1. D'abord je reviendrai sur les inégalités entre femmes et hommes dans l'**accès à un emploi**, plus ou moins formel, plus ou moins stable, plus ou moins précaire, plus ou moins bien payé... le « plus » étant davantage du

côté des hommes, et le « moins » du côté des femmes... avec des variations importantes suivant les régions du monde. J'essaierai de ne pas donner trop de chiffres, toujours à prendre avec prudence, mais insisterai sur les tendances, dans certains cas à l'échelle mondiale, à partir des données fournies par l'Organisation Internationale du Travail (OIT)², dans d'autres au niveau de l'Union européenne ou de tel ou tel pays.

2. Ensuite je me focaliserai sur la question des **retraites des femmes** à partir du cas français.

3. En troisième lieu, je reviendrai sur les **droits sociaux** et leur dimension genrée en distinguant les droits acquis directement ou à travers le statut d'ayant droits.

4. Enfin dans la continuité du point précédent, je proposerai un éclairage sur la **pauvreté** subie par les femmes seules avec enfants.

L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE DES FEMMES

Même si des changements majeurs sont intervenus, surtout au cours du dernier demi-siècle, les inégalités entre hommes et femmes au niveau de l'activité professionnelle restent importantes. Avant de les examiner rapidement, il faut y ajouter d'emblée, car elles sont directement liées aux précédentes, les inégalités considérables, largement maintenues, en ce qui concerne le travail domestique non rémunéré, toujours

principalement assuré par les femmes : les soins aux enfants, aux personnes dépendantes, la prise en charge des personnes âgées, la préparation de la nourriture, les lessives, le rangement des vêtements, les nettoyages, etc. Selon les estimations de l'OIT, les femmes représentent aujourd'hui environ 40% de la main d'œuvre mondiale (avec des variations selon les régions du monde allant de 20 à 50%). La tendance à la hausse de la participation des femmes au marché du travail est nette partout, surtout depuis 1970.

En 2017, le taux d'activité mondial des femmes – un peu plus de 49% – reste inférieur de presque 27 points à celui des hommes (49 contre 76%). Cet écart s'inscrit dans une tendance à la baisse des taux d'activité tant pour les hommes que pour les femmes : entre 1997 et 2017, ils ont diminué d'environ 3 points. L'OIT parle de manière euphémisée de « manque persistant de progrès suffisants concernant la situation des femmes sur le marché du travail ».

Même si dans la majorité des pays de l'Union européenne le taux de chômage des femmes est désormais inférieur à celui des hommes, au niveau mondial c'est toujours l'inverse, le taux de chômage des femmes est plus élevé en moyenne, de l'ordre de 6.2% pour les femmes contre 5.5% pour les hommes, mais ces chiffres sont à prendre avec des pincettes.

Les salaires des femmes sont toujours inférieurs à ceux des hommes en France comme partout dans le monde³. Dans le cas de l'Union européenne et suivant les chiffres d'Eurostat de 2018, calculés avec les données de l'année 2016, les hommes gagnent 19% de plus que les femmes, ou dit autrement, les femmes gagnent 16% de moins que les hommes (c'est cette seconde présentation qui est privilégiée dans ces données). Parmi les pays les plus vertueux, on trouve l'Italie, la Pologne ou encore la Roumanie, loin devant l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Danemark ou la France !

L'ensemble des chiffres cités ne tient cependant compte que des personnes qui travaillent en échange d'une rémunération ou qui cherchent activement un emploi. Ils n'incluent pas le travail « invisible » des femmes, à la maison, dans l'agriculture ou le commerce familial, ou dans d'autres activités informelles. C'est pourquoi, bien que l'OIT s'arrête à 40%, dans le monde la majorité des personnes qui travaillent sont bien des femmes.

Ces femmes travailleuses sont très souvent en situation précaire et elles subissent plus souvent que les hommes des situations de pauvreté. Au cours des dernières décennies, l'expansion dans de nouvelles régions de la planète du travail dans l'industrie et les services est allée de pair avec la multiplication des formes de sous-traitance, de travail à temps partiel, d'externalisation et de travail précaire, toutes ces formes touchant très largement des femmes.

Suivant l'OIT la distribution sectorielle de l'emploi selon le sexe montre une forte ségrégation, avec une concentration relativement élevée de femmes dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du travail social, suivis du commerce de gros et de détail. Ce degré de ségrégation a augmenté d'un tiers au cours des deux dernières décennies dans les pays émergents comme dans les pays développés. Ajoutons que dans les pays les plus pauvres, la féminisation du travail est particulièrement élevée, avec une majorité de femmes travaillant de manière informelle.

Les coupes budgétaires et les privatisations néolibérales dans l'éducation publique, les services sociaux et les soins de santé alourdissent encore le travail des femmes. Globalement le temps consacré par les femmes aux soins est beaucoup plus long que celui consacré par les hommes à ces tâches. Alors qu'en France, les femmes

consacrent deux fois plus de temps que les hommes à ces tâches, dans des pays comme l'Espagne ou l'Argentine, les femmes consacrent trois fois plus de temps que les hommes aux activités domestiques non rémunérées. Dans des pays comme l'Inde, la proportion est de 10 pour 1.

LES RETRAITES

En dépit de la progression de l'activité féminine et de droits familiaux liés aux enfants, les niveaux de pensions de droit propre des femmes sont très inférieurs à ceux des hommes. L'acquisition de droits individuels à la retraite est plus difficile pour les femmes, compte tenu de leur moindre présence sur le marché du travail et de leurs salaires plus faibles, ce qui est lié entre autres à leur rôle encore dominant dans les tâches domestiques et les soins aux enfants. Dans un article récent de la *Revue de l'Ires*⁴ des chercheurs ont établi un bilan précis des différences entre les retraites des hommes et des femmes dans le cas de la France. Ils montrent qu'en 2008, les retraites directes des femmes représentent en moyenne la moitié de celle des hommes dans le privé, les quatre cinquièmes dans la fonction publique. Durée de carrière et salaire sont logiquement les composantes explicatives les plus importantes des écarts observés, tant dans le public que le privé. Les plus faibles durées de carrière des femmes expliquent leur désavantage dans les premiers déciles, alors que ce sont les salaires inférieurs qui sont entièrement responsables des différences à partir du septième décile. Le plus puissant moyen de réduire les inégalités de retraite entre les hommes et les femmes est donc de limiter les interruptions de carrière et de développer des politiques permettant d'articuler vie familiale et vie professionnelle.

Les *minima* jouent un rôle clé, dans le public et surtout dans le privé, pour limiter les inégalités de retraite entre les hommes et les femmes dans les premiers déciles. Toute restriction dans l'attribution de ces *minima* (par exemple en modifiant les droits familiaux qui permettent d'atteindre le taux plein et ouvrent l'accès à ces *minima*) aurait des répercussions beaucoup plus fortes pour les femmes que pour les hommes dans le bas de la distribution.

Depuis 1993, les réformes successives des retraites ont globalement davantage pénalisé les femmes et le projet de retraite par points envisagé par le président Macron accentuera encore davantage cette ten-

dance⁵. La mesure de 1993 qui a modifié le calcul de la pension en prenant en compte comme salaire de référence la moyenne des 25 meilleures années au lieu des 10 meilleures auparavant a abouti à une baisse conséquente des pensions des personnes liquidant leur retraite. Même chose pour l'allongement de la durée de cotisation et la mise en place d'un système de décote. Dans la situation actuelle, caractérisée par des carrières de femmes en moyenne plus courtes, assorties de salaires plus faibles et de périodes de temps partiel, les inégalités de pension entre les sexes, déjà importantes, ne pourraient qu'en être encore accentuées à l'avenir.

DROITS SOCIAUX ACQUIS DIRECTEMENT OU À TRAVERS UN STATUT D'AYANT DROITS

Les droits sociaux participent de la « citoyenneté économique et sociale » des femmes, mais *de facto* avec des différences importantes par rapport aux hommes. Le régime général de sécurité sociale⁶, introduit après la Seconde Guerre mondiale, vise à prévenir les risques auxquels un individu est confronté au cours de son cycle de vie : la maladie, la famille, la pauvreté, la vieillesse. Les individus acquièrent des droits sociaux, soit en tant que résident-e-s, soit en tant que travailleurs/travailleuses, directement à travers la relation d'emploi : c'est le cas en règle générale des hommes, ou indirectement par mariage ou filiation, c'est le cas en règle générale des épouses et des enfants. Dans le cas des épouses on a d'une certaine manière affaire à une « citoyenneté économique et sociale *dérivée* ».

Le statut d'ayant droit implique la stabilité du lien du mariage et la garantie de l'emploi du titulaire de droits propres – généralement le mari – auquel les ayants droit sont rattachés. S'il y a soixante ou soixante-dix ans, ce fonctionnement permettait de couvrir l'essentiel de la population, il se heurte depuis les années 1970-1980 à deux changements majeurs :

- d'un côté, l'augmentation du nombre des divorces qui rend l'accès indirect aux droits sociaux plus aléatoire pour celles qui n'ont pas d'emploi (l'augmentation du nombre de familles monoparentales est directement liée à la progression du nombre de divorces).

- et de l'autre, la précarisation accrue de l'emploi et la discontinuité des trajectoires professionnelles des individus soulève la question de l'accès aux droits sociaux pour

la population exclue momentanément ou définitivement du marché du travail, et ceci non seulement pour les actifs, mais de facto aussi pour les ayants droits. La protection sociale des femmes obtenue par le biais du mariage grâce au statut d'ayant droit n'est pas assurée dès lors que le conjoint lui-même a une trajectoire professionnelle instable et discontinue.

Il existe aussi des prestations relevant de l'assistance qui garantissent un minimum de ressources, certes très bas (RSA, allocations logement) et l'accès à la santé (CMU). Ces prestations et leurs bénéficiaires sont régulièrement stigmatisés et le taux de non-recours est particulièrement élevé⁷. La distinction entre ces *minima* sociaux qui relèvent de l'aide sociale et les prestations de sécurité sociale n'est en outre plus aussi aisée qu'autrefois. Si l'accès à un minimum de protection sociale est garanti à tout individu via les minima sociaux, l'importance de la protection dépend avant tout de l'insertion sur le marché du travail. Ainsi, les ménages mono-actifs ont-ils un risque de pauvreté plus important que ceux dans lesquels les deux adultes travaillent. Le problème est particulièrement vrai pour les ménages les plus modestes et les ménages monoparentaux, c'est-à-dire le plus souvent (dans près de 85% des cas) des femmes seules avec enfant(s). Les droits dérivés peuvent par ailleurs décourager les femmes de travailler dans la sphère marchande officielle, ou bien les conduire à opter pour un travail « au noir » ou pour un emploi précaire.

LA PAUVRETÉ SUBIE PAR LES FEMMES SEULES AVEC ENFANTS

Les statistiques publiques sur la pauvreté des femmes permettent de fournir nombre de données de cadrage dans le cas de la France⁸. D'abord la catégorie « travailleurs pauvres » comprend plus de femmes que d'hommes. « *Les femmes sont majoritaires dans la précarité, de manière structurelle : leur taux de sous-emploi (dont le temps partiel subi) est très supérieur à celui des hommes ; leur part dans les emplois à bas salaires est disproportionnée (près de 80% en France)* »⁹. En outre les femmes continuent à être significativement moins bien rémunérées que les hommes malgré leur niveau de formation désormais supérieur.

Par ailleurs, en raison de l'augmentation des taux de divorce et de séparation, qui se maintiennent à un niveau élevé, et de

leur moindre taux de remise en couple, les femmes sont moins souvent en couple que les hommes et plus souvent seules à élever leurs enfants. Si la majorité des femmes de 18 ans et plus vivent en couple (environ 75% suivant les derniers chiffres disponibles), certaines vivent seules (15%), surtout à des âges avancés, et d'autres, assez nombreuses aussi, élèvent seules leurs enfants (10%), surtout à des âges compris entre 30 et 50 ans.

Les familles « monoparentales » sont de très loin celles qui ont le taux de pauvreté les plus élevé. Il s'agit essentiellement de femmes seules avec enfants. Ne bénéficiant des revenus d'activité que d'un seul parent, celui de la mère dans 85% des cas, elles sont beaucoup plus souvent pauvres que les familles composées de couples avec enfants.

Au seuil de 60% du revenu médian, 36% environ d'entre elles sont pauvres contre 11,4% de celles constituées autour d'un couple, soit un taux de pauvreté plus de trois fois plus élevé : plus d'1,8 million de personnes sont concernées. Leur niveau de vie médian reste bas (1184 euros/mois) comparé à celui des autres types de famille (1712 euros/mois). Les couples, avec ou sans enfants, échappent plus souvent à la pauvreté car ils disposent le plus souvent de deux revenus. Pour les familles « monoparentales », à la faiblesse

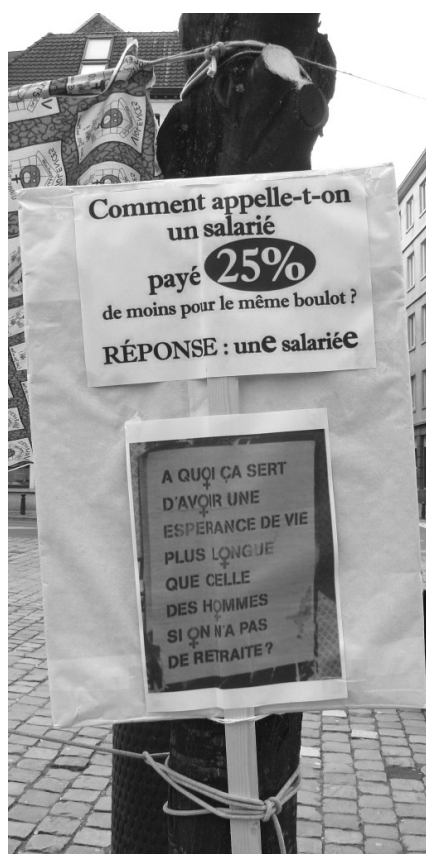
des revenus s'ajoutent d'autres difficultés, comme l'accès aux modes de garde, qui rendent plus compliqué aussi le fait de trouver un emploi.

LES RECOMMANDATIONS DE L'OIT

En raison de la persistance des inégalités entre hommes et femmes face à l'activité professionnelle, obstacle majeur à la citoyenneté économique et sociale des femmes, l'OIT renouvelle régulièrement depuis des décennies des préconisations pour redéfinir les rôles dévolus à chaque sexe et pour améliorer l'égalité dans les conditions de travail. Mais ces recommandations sont pour l'essentiel restées lettre morte.

« *Compte tenu de l'importance des normes sociales et de la conformité aux rôles dévolus à chaque sexe pour expliquer les écarts entre hommes et femmes dans le monde du travail, des mesures adéquates doivent être prises* », nous dit l'OIT, « *pour s'attaquer aux causes profondes de la ségrégation et pour diversifier les possibilités d'emploi traditionnelles pour les femmes et pour les hommes* ». L'organisation internationale ajoute que « *ces mesures impliquent de lutter contre la discrimination à l'intérieur et à l'extérieur du milieu du travail* ».

Afin de permettre la pleine accession des femmes à la citoyenneté économique et sociale il est indispensable pour l'OIT de « *promouvoir l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, mais aussi de s'attaquer aux causes profondes de la ségrégation professionnelle et sectorielle et de transformer les institutions pour prévenir et éliminer la discrimination, la violence et le harcèlement envers les femmes comme envers les hommes et enfin de mettre en place des sanctions dissuasives, des organismes spécialisés en matière d'égalité et des campagnes d'information publiques pour changer les mentalités et les normes sociales* ». Afin d'avancer vers ces objectifs, il faut enfin, suivant l'OIT, « *s'attaquer aux facteurs socio-économiques qui freinent le taux d'activité des femmes car la contribution des femmes à la société et aux ménages est disproportionnée* » en raison de leur « *travail en grande partie invisible et souvent sous-évalué, créer et protéger les emplois de qualité dans le secteur des soins à la personne et dans le même temps, reconnaître, réduire et redistribuer les activités de soins non rémunérées par l'intermédiaire des services publics et en modifiant l'infrastructure sociale, développer des politiques macroéconomiques plus*



inclusives et stabiliser les emplois dans l'économie informelle ». Une mobilisation collective, et en premier lieu celle des femmes, est indispensable pour atteindre ces objectifs afin que leur citoyenneté économique et sociale devienne effective. ■

- 1 Il est notamment l'auteur de *Genre et rapports sociaux de sexe*, 3^e édition revue et augmentée, Lausanne/Paris, coédition Page deux, Syllepse, 2016 et de *Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classe, rapports de sexe*, Paris, Editions La Dispute, Le genre du monde, 2007. Dernier ouvrage paru: *Résistances et émancipation des femmes du Sud. Travail et luttes environnementales*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 2017 (direction d'ouvrage avec L. Granchamp).
- 2 Cf. *World employment social outlook. Trends for women 2017*, International Labour Office, Geneva, 72 pages; et *Emploi et questions sociales dans le monde: Aperçu global des tendances pour les femmes 2018*, Bureau international du Travail, Genève, 15 pages.
- 3 Pierre Concialdi, Sophie Ponthieux, «L'emploi à bas salaire: les femmes d'abord», *Travail, genre et sociétés*, La Découverte, 1999/1, n° 1, p. 23-41.
- 4 Carole Bonnet, Dominique Meurs, Benoît Rapoport, «Inégalités de retraite entre les hommes et les femmes dans le privé et le public: une analyse des distributions», *La Revue de l'Ires*, 2015/4 (n° 87), p. 35-61.
- 5 Cf. Christiane Marty, «Les Françaises ne sont pas épargnées», *Travail, genre et sociétés* n° 32, novembre 2014, p. 127-132. Et DREES, «Les réformes des retraites menées entre 2010 et 2015: effets sur la situation des assurés, les dépenses des régimes et l'équité», *Études et résultats*, n° 985, décembre 2016.
- 6 Dès le milieu du XIX^e siècle, des régimes de retraites ont été mis en place pour diverses professions, notamment le régime de retraite des fonctionnaires, créé en 1853.
- 7 Voir Philippe Warin, *Le scandale du non-recours aux droits sociaux*, Paris, La Découverte, coll. «Cahiers libres», 2012 et du même auteur: «Ce que demande la non-demande. Autour du non-recours aux aides sociales», *La vie des idées*, 2018. Voir aussi le site de l'Observatoire des non-recours aux droits et services: <http://odenore.msh-alpes.fr/>
- 8 Observatoire des inégalités, notamment «La pauvreté selon le sexe», «La pauvreté par type de ménage», sites consultés le 30/10/2018. Voir aussi Sophie Ponthieux, «Les travailleurs pauvres: identification d'une catégorie», *Travail, genre et sociétés*, 2004/1, n° 11, p. 93-107.
- 9 Christiane Marty, *op. cit.*, p. 127.
- 10 Pierre Concialdi, Sophie Ponthieux, *op. cit.*

Manifestation, 8 mars 2019, Bruxelles

